

**CONVENTION D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS  
AU BENEFICE DU COLLEGE [NOM DU COLLEGE] A [NOM DE LA COMMUNE]**

**Entre Le Département de l'Ardèche**, représenté par Monsieur Olivier AMRANE, Président du conseil départemental, ci-après dénommé « le Département »,

**d'une part,**

**Et Le collège [NOM DU COLLEGE] situé à [nom de la commune]**, représenté [Monsieur ou Madame] [Nom du chef d'établissement], Chef d'établissement, ci-après dénommé « le collège »,

**Et [La commune / l'EPCI / le syndicat mixte] [NOM DU PROPRIETAIRE]**, représenté(e) par [Monsieur ou Madame] [Nom du Maire ou Président(e)], [Maire ou Président(e)], ci-après dénommée « le propriétaire »,

**d'autre part,**

VU le code de l'éducation, notamment ses articles L. 213-2, L. 312-1 à 4 et L. 552-2,  
VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 1311-15,  
VU le code du sport, notamment les dispositions figurant au titre II du livre III,  
VU le code de la santé publique, notamment ses articles D. 1332-1 à 15,  
VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R 123-1 et suivants,  
VU la délibération 4.21.1 du 3 juillet 2017 autorisant le Président à représenter le Département et à signer la présente convention,  
VU la délibération du conseil d'administration du collège du \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_ autorisant le chef d'établissement à signer la présente convention,  
VU la délibération du propriétaire du \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_ autorisant le [Maire ou Président(e)] à le représenter et à signer la présente convention,

**Préambule :** Conformément aux articles L312-1 à 4 du code de l'éducation, l'éducation physique et sportive (EPS) est une discipline obligatoire d'enseignement, régie par des programmes définis par l'Education nationale. Son prolongement est le sport scolaire dans le cadre de la création obligatoire d'associations sportives d'établissements.

Le Département assure l'acquisition, la maintenance des infrastructures et des équipements nécessaires à l'enseignement au sein des collèges (article L213-2 du code de l'éducation). Dans ce cadre, il a l'obligation de s'assurer que ces établissements disposent de tous les équipements sportifs nécessaires pour répondre aux exigences des programmes d'EPS.

Dans ce cadre, des conventions de mise à disposition des équipements sportifs peuvent être passées entre les collèges, les propriétaires d'équipements sportifs et le Département (articles L214-4 du code de l'éducation et L1311-15 du code général des collectivités territoriales).

**ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour but de définir les engagements, droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de la mise à disposition par le propriétaire des équipements sportifs au collège.

Accusé de réception en préfecture  
007-210700191-20260129-DEL2026-024-DE  
Date de télétransmission : 04/02/2026  
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## ARTICLE 2 : EQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS MIS A DISPOSITION

On désigne par équipement sportif tout espace aménagé en vue de la pratique sportive tels que notamment gymnases, plateaux sportifs, terrains de sport ou piscines.

### 2.1 Sont joints en annexe de la présente convention :

- un inventaire des installations sportives mises à disposition du collège (annexe 1). Toute modification de cet inventaire entraîne la passation d'un avenant tripartite à la présente convention.
- un état des lieux des équipements, meubles et immeubles, réalisé périodiquement et contradictoirement entre le propriétaire et le collège (annexe 2). Il est dressé en présence d'au moins un représentant du propriétaire et du collège, dont obligatoirement un enseignant EPS.
- une liste contradictoire des matériels entreposés par le collège sur site qui en mentionne l'état (annexe 2). Toute modification de cette liste n'est effective qu'après approbation du propriétaire.

Le collège transmet copie de ces documents signés et de leurs mises à jour au Département.

**2.2 Est également joint en annexe de la présente convention** le règlement de l'aide pour l'utilisation des équipements sportifs décidée par l'Assemblée départementale (annexe 3).

## ARTICLE 3 : RESPONSABILITES DU COLLEGE

En regard de ses obligations en tant qu'utilisateur des équipements mis à sa disposition, le collège :

- respecte le règlement intérieur de de l'équipement et se conforme aux consignes générales particulières et spécifiques de sécurité données par le propriétaire, compte tenu de l'activité envisagée,
- prend connaissance des rapports des visites de sécurité et de contrôle des équipements dont le propriétaire le rend destinataire,
- porte à la connaissance du propriétaire toutes observations nécessaires à remédier dans les plus brefs délais à des dysfonctionnements constatés,
- assure la surveillance des élèves dont il a la charge pendant le temps et les activités scolaires,
- respecte le calendrier prévisionnel d'utilisation tel que défini à l'article 5.

## ARTICLE 4 : RESPONSABILITES DU PROPRIETAIRE

En regard de ses obligations en tant que propriétaire des équipements, le propriétaire :

- assure l'entretien et la maintenance des équipements à ses frais,
- se charge de leur maintien en conformité avec les règles de sécurité, notamment la sécurité incendie des établissements recevant du public et la sécurité des équipements et matériels sportifs,
- remédie aux dysfonctionnements constatés dans les plus brefs délais,
- adresse au collège un exemplaire des procès-verbaux des différentes visites de sécurité et de contrôle des équipements sportifs,
- délivre au collège toutes les informations nécessaires à la bonne utilisation en sécurité des équipements et matériels mis à sa disposition,
- respecte le calendrier prévisionnel d'utilisation tel que défini à l'article 5.

## ARTICLE 5 : HEURES D'UTILISATION

L'utilisation des équipements s'effectue pendant les heures de cours et durant les périodes de l'année scolaire, de septembre à juin.

Le calendrier prévisionnel d'utilisation est établi en concertation entre le propriétaire et le collège en fin d'année scolaire précédente. Il comporte à la fois la périodicité, les plages horaires réservées et les activités EPS correspondantes. Il peut être modifié en cours d'année, de plein accord entre le propriétaire et le collège, dans la limite du contingent d'heures d'EPS obligatoires.

### 5.1 S'agissant du calendrier prévisionnel d'utilisation, le collège :

- proportionne ses réservations uniquement à ses besoins réels pour le bon déroulé des activités EPS,
- informe le Département sur le calendrier prévisionnel d'utilisation et ses éventuelles modifications,
- avertit le Département de tout empêchement d'utilisation d'un équipement sportif du fait du propriétaire conformément à l'article 5§2, ainsi que des solutions ou de l'absence de solutions de remplacement,
- informe de façon motivée le Département de tout non-respect de ses engagements d'occupation des équipements,

Document en préfecture  
007-210700191-20260129-DEL2026-024-DE  
Date de télétransmission : 04/02/2026  
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- avertit le propriétaire dans les plus brefs délais lorsqu'il ne peut respecter ses engagements d'occupation pendant une période supérieure à 7 jours afin de permettre la recherche d'un autre utilisateur,
- prévient le propriétaire en cas de non utilisation prévisible des équipements afin d'en faciliter la maintenance.

## **5.2 S'agissant du calendrier prévisionnel d'utilisation, le propriétaire :**

- informe le collège dans les plus brefs délais de l'indisponibilité d'un équipement,
- programme les travaux sur les équipements pendant les vacances scolaires, sauf nécessité technique,
- propose au collège et en concertation avec lui, la mise à disposition d'un autre équipement en cas de fermeture imprévue pour plus de 15 jours d'un équipement initialement réservé,
- recherche un utilisateur de remplacement lorsque le collège ne peut respecter ses engagements d'occupation des équipements pendant une période supérieure à 7 jours,
- avertit le Département dès lors qu'il a trouvé un utilisateur de remplacement.

## **Article 6 : ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT**

Une enquête périodique sur le nombre d'heures d'utilisation des équipements sportifs est effectuée par le Département auprès du collège et du propriétaire. Elle a pour but d'établir un état de l'occupation réelle des équipements. A cette occasion, le Département règle les éventuels désaccords entre le collège et le propriétaire sur ce nombre d'heures.

Le Département verse au propriétaire une participation financière, définie sur la base de la délibération de L'Assemblée départementale. Elle correspond au produit des heures d'utilisation figurant à l'état d'occupation et du tarif horaire annexé à la présente convention.

### **6.1 Figurent sur l'état d'occupation :**

- les heures d'occupations réelles des équipements utilisés,
- les heures réservées non-utilisées du fait du collège dès lors que le propriétaire n'a pas pu relouer l'équipement à un autre utilisateur.

### **6.2 Ne figurent pas sur l'état d'occupation :**

- les heures réservées non-utilisée du fait du propriétaire,
- les heures réservées non-utilisées du fait du collège dès lors que le propriétaire a pu relouer l'équipement à un autre utilisateur.

## **ARTICLE 7 : DOMMAGES ET ASSURANCES**

Le propriétaire et le collège garantissent par une assurance, les risques inhérents qui leur incombent.

Dans tous les cas de sinistre, le collège et le propriétaire traitent directement entre eux. En cas de dommages sur l'immeuble ou sur le matériel inhérents à l'utilisation du collège hors usure normale, le collège prend à sa charge les frais de remise en état facturés par le propriétaire, sauf intervention idoine des assurances.

Les parties, chacune en ce qui les concerne, ont décidé de ne pas inclure de clause de renonciation à recours dans la présente convention.

### **7.1 Le propriétaire de l'équipement sportif possède :**

- un contrat d'assurance dommages aux biens, garantissant notamment les risques incendie des immeubles et des meubles, dégât des eaux, foudre, explosions et dommages électriques,
- une police générale de responsabilité civile.

### **7.2 En qualité d'utilisateur, le collège :**

- souscrit les contrats d'assurance inhérents aux risques liés à l'utilisation des équipements sportifs
  - les dommages aux biens matériels, mobiliers et immobiliers mis à disposition par le propriétaire, notamment les risques locatifs (incendie, explosion, dégât des eaux, bris de glace),
  - les dommages de toute nature occasionnés aux tiers, du fait de son activité, de son matériel et installations électriques et de son personnel.
- transmet au Département, lors de la signature puis chaque année, une attestation de son assureur qui précise la souscription du collège aux points énumérés ci-dessus.

## ARTICLE 8 : DUREE ET RESILIATION

Cette convention prend effet à la date de signature des trois parties pour une durée de cinq ans, prolongeable un an.

**8.1** Le Département et le propriétaire peuvent dénoncer la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois avant la fin de chaque année scolaire. Ils en informent le collège.

**8.2** Le collège peut résilier la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux deux autres partenaires, quatre mois avant la fin de chaque année scolaire. Il fait connaître au Département la nature des équipements dont il entend disposer pour l'enseignement sportif.

Le Département peut refuser cette résiliation si les solutions envisagées par le collège ne sont pas satisfaisantes notamment au regard de l'organisation envisagée, de l'opportunité financière ou de la conformité aux exigences réglementaires en vigueur.

**8.3** Le non-respect d'une des clauses de la présente convention entraînera sa résiliation de plein droit, sauf application de l'alinéa précédent pour ce qui concerne le collège. La partie constatant la faute mettra en demeure la partie fautive par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et en avisera le troisième signataire. A défaut de se conformer aux obligations dans les 30 jours qui suivent la mise en demeure, la partie ayant constaté la carence avisera les deux autres parties de la résiliation définitive de la convention, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

## ARTICLE 9 : SUIVI DE LA CONVENTION

Le chef d'établissement du collège et son représentant, le coordonnateur EPS, sont habilités à régler les modalités d'organisation et de suivi de la convention avec le propriétaire.

A tout moment, à la demande de l'une ou l'autre des parties, une réunion de concertation peut être organisée.

## ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties signataires s'engagent à régler à l'amiable les litiges qui pourraient survenir dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention. A tout moment, une réunion de concertation peut être organisée à la demande de l'une ou l'autre partie.

En cas d'épuisement des possibilités d'accords amiables, les litiges relèveront de la compétence du Tribunal Administratif de LYON (situé 184 rue Duguesclin 69433 LYON Cedex 03).

Fait en trois exemplaires originaux à ..... , le \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

[Signature du Maire

[Signature du Chef  
d'établissement]

Le Président du conseil  
départemental

## INVENTAIRES DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS MIS À DISPOSITION D'UN COLLÈGE

**COLLÈGE** .....  
 Adresse ..... Tél. ....  
 Chef d'établissement .....  
 Mél ..... @ .....  
 Professeur EPS référent .....  
 Mél ..... @ .....

**PROPRIÉTAIRE** .....  
**Service gestionnaire** .....  
 Adresse ..... Tél. ....  
 Responsable du service .....  
 Mél ..... @ .....

Désignation*	Nom et adresse

\* 1. gymnase / 2. stade / 3. plateau sportif / 4. piscine couverte / 5. piscine découverte / 6. équipements couverts (petite salle ou annexe y compris intégrée dans un gymnase)

Fait à ..... , le .....

**Pour le collège**

**Pour le propriétaire**

Accusé de réception en préfecture  
 007-210700191-20260129-DEL2026-024-DE  
 Date de télétransmission : 04/02/2026  
 Date de réception préfecture : 04/02/2026

## ÉTAT DES LIEUX D'ÉQUIPEMENT SPORTIF ET INVENTAIRE DES MATÉRIELS

COLLÈGE .....

PROPRIÉTAIRE .....

Équipement sportif concerné .....

	Observations	État		
		😊	😐	😞
Portes				
Fenêtres				
Plafond				
Sol				
Murs				
Sanitaires / douches				
Chauffage				
Interrupteurs / prises				
Eclairage				
Mobilier vestiaire				
Mobilier sportif de l'équipement				
Matériel entreposé par le collège		😊	😐	😞

Fait à ....., le .....

Pour le collège

Pour le propriétaire

Accusé de réception en préfecture  
007-210700191-20260129-DEL2026-024-DE  
Date de télétransmission : 04/02/2026  
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## REGLEMENT D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS

**Objet :** Indemnisation des propriétaires d'équipements sportifs sur la base de taux horaires pour l'utilisation des équipements sportifs communaux et intercommunaux par les collèges

**Bénéficiaires :** Communes, EPCI et syndicats mixtes propriétaires d'équipements sportifs utilisés par les collèges

**Montant :**

Types d'équipements	Montants des indemnisations horaires
piscines couvertes	50,00 €
piscines découvertes	20,00 €
gymnases	10,00 €
autres équipements couverts y compris ceux intégrés dans un gymnase	5,00 €
stades	3,50 €
plateaux sportifs	3,50 €

**Répartition :** La répartition est effectuée en fin de chaque trimestre civil, sur la base des heures déclarées par les collèges au titre du trimestre scolaire écoulé, validées par les propriétaires.

Il s'agit des heures d'utilisation pour les cours obligatoires d'EPS et pour les activités des associations sportives scolaires des collèges, inscrites à l'emploi du temps des enseignants.

Les aides sont versées directement aux établissements quand les équipements sont situés à l'extérieur du département.

**Pièces justificatives :**

- Convention signée
- Tableau d'enquête transmis par le Service éducation à chaque établissement pour déclaration puis aux propriétaires pour validation

**Renseignements**

Conseil départemental de l'Ardèche  
Hôtel du Département  
Quartier La Chaumette  
BP 737  
07007 PRIVAS CEDEX  
colleges@ardeche.fr

**Références :** Délibérations du Conseil départemental 3 juillet 2017

Accusé de réception en préfecture  
007-210700191-20260129-DEL2026-024-DE  
Date de télétransmission : 04/02/2026  
Date de réception préfecture : 04/02/2026